

Approvisionnement d'énergie—Loi

En même temps, le premier ministre a autorisé d'un seul coup l'entrée en vigueur d'une politique qui réduira à néant le travail accompli par un grand nombre de personnes dévouées, au sein du gouvernement fédéral, en permettant une hausse des prix à laquelle les Canadiens ne peuvent pas faire face.

A plusieurs reprises, mon chef a proposé des façons de résoudre le problème. Le premier ministre a déclaré que nous resterons à la merci des cheiks d'Arabie en ce qui concerne le prix de l'essence et du fuel. Dans notre parti, nous ne croyons pas que cela soit le fait d'un bon gouvernement. Le premier ministre a déclaré également qu'étant donné que nous jouissons d'un prix inférieur pour les produits pétroliers importés et que, selon ses prévisions, nous avons obtenu un dividende net d'environ 500 millions de dollars, nous ne devrions pas nous plaindre parce que nous devons payer \$3 de plus par baril de pétrole que d'autres personnes au Canada. Il oublie deux choses. Premièrement, afin de permettre aux gouvernements pauvres des provinces de l'Atlantique de construire des routes équivalentes à celles qui existent dans tout le pays, il a fallu élever énormément les impôts de tous les Canadiens pendant cette période.

● (1230)

Lorsque le gouvernement Diefenbaker était au pouvoir, il fournissait une aide afin que la route transcanadienne soit aussi bonne à Terre-Neuve qu'en Colombie-Britannique. Toutefois, jamais les acheteurs de pétrole des provinces des Maritimes n'ont obtenu leurs approvisionnements à un prix inférieur aux prix en cours ailleurs au Canada. En fait, ils ont toujours payé plus. Ils ont payé plus parce que les taxes étaient plus élevées. C'est aussi simple que cela.

Une voix: Il s'agissait des taxes provinciales.

M. Coates: Les taxes provinciales en effet. Les taxes destinées à la création d'un système routier qui est maintenant aussi bon que celui de l'Ontario, de la Colombie-Britannique ou d'ailleurs. Mais ce qu'il y a de pire au sujet de cet illogisme à l'égard des 500 millions de dollars, c'est que tout le Canada a payé pendant de nombreuses années au centre du pays une subvention en permettant l'établissement d'un système tarifaire protégeant l'industrie du centre au détriment de l'est et de l'ouest. Toutes les provinces, sauf l'Ontario et le Québec, ont payé la note année après année. Nous avons accepté cela parce que nous estimions que c'était la seule façon de maintenir l'unité du pays.

En même temps, il ne s'agit pas d'agiter l'épouvantail et de dire qu'une région du Canada a réalisé de gros bénéfices grâce à la décision de se ravitailler en pétrole d'outre-mer à un prix inférieur à celui du pétrole albertain. Si, en 1961, nous n'avions pas pris la décision de diviser le Canada en deux zones il n'y aurait pas d'industrie pétrolière en Alberta aujourd'hui. Si notre politique n'a pas changé depuis 1961 ce n'est pas notre faute. Le parti libéral est au pouvoir depuis dix ans, à savoir depuis 1963. Pourquoi n'a-t-il pas décidé d'améliorer la politique réaliste, fructueuse et valable adoptée en 1961 afin d'éviter la crise que connaît aujourd'hui le pays?

Une voix: Donc il y en a une.

[M. Coates.]

M. Coates: Pour autant que je puisse en juger cette crise n'a rien à voir avec le ravitaillement en pétrole, elle est due à la mauvaise planification du gouvernement et à son incapacité de prévoir.

Des voix: Bravo!

M. Coates: La racine de notre problème c'est que le gouvernement ne semble pouvoir réagir que lorsqu'il y a une crise. Il va de crise en crise.

Une voix: Nous leur trouvons une solution.

M. Coates: Vous n'avez rien réglé. On dirait que le gouvernement essaye de fabriquer une crise quand il n'en existe pas, sauf pour les prix.

Une voix: Décidez-vous.

M. Coates: Plus tard, les députés d'en face nous diront qu'ils ont réglé cette crise. Dans le cas des approvisionnements en pétrole c'est un semblant de crise. Mais pour ce qui est des prix, c'est une crise réelle qui sévit dans le Canada atlantique et le gouvernement ferait bien de la résoudre au profit des gens de l'Est du Canada et quand je parle de l'Est, j'inclus la province de Québec.

Le chef du Nouveau parti démocratique dit que nous devrions adopter le projet à l'étude parce que le gouvernement a besoin de ces pouvoirs pour être en mesure de répartir les approvisionnements. A l'entendre on pourrait s'imaginer que c'est tout ce que contient le bill, la répartition des approvisionnements. Mais le gouvernement veut tout ce qu'il y a dans le bill, tous les pouvoirs qu'on pourrait accorder à un dictateur qui régnerait sur n'importe quel pays.

Le chef du NPD a parlé de l'article concernant la paix, l'ordre et le bon gouvernement qui figure dans la constitution et affirme qu'il est normal de s'en servir. A mon avis, quand le gouvernement demande des pouvoirs qui pourraient servir à usurper toutes les responsabilités provinciales, nous ferions mieux de scruter attentivement une telle proposition pour déterminer si le gouvernement doit avoir de tels pouvoirs. S'il y a une crise au pays, que ce soit maintenant ou plus tard, tout ce que le gouvernement a à faire c'est d'avoir recours à l'article de la constitution concernant la paix, l'ordre et le bon gouvernement et à agir en conséquence. S'il peut agir sans les pouvoirs qu'il cherche à acquérir par voie de législation, il fait ce qu'il y a de mieux. Il n'a pas à s'inquiéter. Mais le gouvernement actuel veut des pouvoirs suprêmes.

Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) doit être félicité pour sa prévoyance depuis qu'il a été désigné notre critique sur l'énergie. Il a été capable d'apprécier et de comprendre la situation relative à l'énergie non seulement au Canada mais partout dans le monde. Son attitude a toujours été logique. Il se rend compte des dangers qui pourraient surgir. A maintes reprises, il a énoncé les mesures qui s'imposent. Malheureusement, les sages conseils qu'il dispensait généreusement à la Chambre, au gouvernement et au pays n'ont pas eu de suite. Aussi, nous adoptons maintenant beaucoup trop tard la politique qu'il recommandait il y a longtemps.

Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain était un des dirigeants de la conférence de Niagara Falls tenue par notre parti le 12 octobre 1969. Voici une des résolutions présentées à cette occasion: